



LA MARCHANDISATION DE LA GOUVERNANCE

PERSPECTIVES FÉMINISTES CRITIQUES DU SUD

VIVIENE TAYLOR

UNE PUBLICATION DE DAWN / L'HARMATTAN

Edité de l'anglais par : **FATOU SOW**

La marchandisation de la gouvernance

Perspectives féministes critiques du Sud

La marchandisation de la gouvernance

Perspectives féministes critiques du Sud

Édité par l'Association pour l'Étude de l'Afrique

Les publications de l'Association pour l'Étude de l'Afrique

Association pour l'Étude de l'Afrique

100 rue de la République, 92000 Nanterre

Vivienne TAYLOR

La marchandisation de la gouvernance

Perspectives féministes critiques du Sud

Édité de l'anglais par Fatou Sow

Une publication de DAWN / L'HARMATTAN

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

DAWN est un réseau féministe de femmes activistes, chercheuses et décideurs du Sud qui veulent développer des cadres et des méthodes alternatives pour la justice sociale et économique, une paix et un développement libéré de toutes formes d'oppression sexuelle, de classe, de race ou de nation. Depuis la création de DAWN en 1984, ses membres ont bâti leurs analyses sur leurs expériences et leurs recherches au sein des mouvements de femmes et à partir de l'impact de l'économie politique de changement ou à partir de celui du modèle dominant de développement sur la vie des femmes les plus pauvres du Sud.

DAWN
Université du Pacifique Sud
B.P. 1168 Suva, Iles Fidji

Marketisation of governance a été publié, en 2000, par SADEP de l'Université du Cap, Private Bag, 7701, Le Cap, Afrique du Sud. ISBN : 0-7992-2019-1.

Texte et couverture de la version anglaise : Page Arts, Le Cap, Afrique du Sud.

La version française a été éditée par Fatou Sow, Coordinatrice de DAWN Afrique francophone, SICAP Mermoz N° 7395, B.P. 7040, Dakar, Sénégal.

Conception et mise en page de la version française : Thutmess Communication 146 Cité CPI, Dakar, Sénégal, www.thutmess.com. Tel : (00 221) 635-18-60.

Une publication de DAWN*
2001

*Development Alternatives with Women for a New Era
Alternatives pour le développement avec les femmes à
l'aube d'une ère nouvelle.

© L'Harmattan, 2002
ISBN : 2-7475-3098-1

Note sur la couverture : les femmes à travers le monde produisent des étoffes magnifiques, tissées avec art ou embellies avec sophistication avec des perles et de la dentelle. Les maigres bénéfices financiers qu'elles tirent de ce travail ne sont rien comparés aux longues heures de travail, à leur niveau de technicité et au dévouement qu'elles requièrent. Cette forme d'art, très peu reconnue, est aussi un important dépositaire des traditions culturelles, sociales et religieuses. La couverture de ce livre montre quelques exemples de tissages, de perlage et de broderies créés par des femmes inconnues, anonymes, dans le Sud.

Remerciements

Ce document plate-forme est le produit d'analyses et de débats collectifs. Il représente les points de vue de plusieurs personnes, notamment des chercheuses. Le processus est le résultat de l'engagement, des efforts et du dévouement de nombreuses femmes et organisations du Sud.

Il est difficile d'exprimer dans un écrit combien fut extraordinaire la façon dont les différentes participantes ont travaillé ensemble sur ce projet. Le partage des analyses, des visions et la rigueur des débats ont caractérisé ce processus. La richesse des informations, des expériences et des espoirs qui furent partagés ont fait partie du long voyage pour l'émancipation des femmes. A toutes celles qui ont contribué et participé à ce processus, DAWN exprime sa profonde reconnaissance. Cependant, une mention spéciale doit être adressée aux organisations et processus suivants.

La Fondation Heinrich Boll, d'Allemagne, a soutenu et financé le projet de recherche RPTS dans toutes les régions représentées dans ce rapport. DAWN apprécie la façon dont la Fondation a permis le déroulement du processus et la flexibilité de son financement chaque fois que cela a été nécessaire. Elle a compris qu'il fallait des alternatives politiques pour promouvoir l'égalité des sexes et pour un partenariat véritable. Nos remerciements s'adressent tout particulièrement à Roshan Dhunjibhoy, Anna Katherine Lindt, Gregor Enstre et Kieke Loeschmann.

Nous devons remercier aussi, par ordre alphabétique : Fiona Adams, de Page Arts, qui a réalisé la couverture de la maquette de l'ouvrage et qui l'a produit. Comme toujours,

c'est son engagement dans la lutte pour l'égalité des sexes qui lui a permis de faire tout cela dans des délais théoriquement impossibles à tenir. Merci, Fiona. Paula Cardoso, dont le dévouement et l'engagement sans faille dans ce projet ont fait que ce livre a pu être mené à terme et ont été hautement appréciés.

Le Secrétariat et le Siège de DAWN, Fidji : Sharan Sindhu Lateef, Kushma Ram, Claire Slatter, Seona Smiles. La coordination efficace au niveau mondial par l'équipe de DAWN Fidji a été inestimable.

Le Bureau régional de DAWN et les coordonnatrices de recherche en Afrique : Bene Madunagu (Anglophone) et Fatou Sow (Francophone); Caraïbes : Linnete Vasseli; Amérique Latine : Celita Echer et Sonia Correia; Pacifique : Yvonne Underhill ; Asie du Sud : Vanita Nayak Mukherjee et Gita Sen ; Asie du Sud Est : Gigi Francisco. Le Bureau régional et les coordonnatrices de recherche ont joué un rôle essentiel en faisant tout ce qu'il fallait pour que les résultats de recherche soient dirigés au niveau régional. La plupart d'entre elles ont travaillé sans relâche pour orienter le processus et en assurer l'intégrité.

Lynette Pritchard, pour avoir travaillé avec moi, souvent tard la nuit, à saisir le manuscrit.

REPEM, Uruguay, pour son assistance dans la coordination et l'organisation des réunions à Rio de Janeiro.

Le personnel de la SADEP, Université du Cap: Monica Adams, Vuyiseka January, Gina Jekels, James Marsh, Thato Parrow, Phumlani Sakié, pour leur soutien.

Wayang Documentary Video : N.S. Nye et T. Chee pour avoir filmé les ateliers et produit la vidéo dans des conditions extrêmement difficiles.

A toutes celles qui ont participé et contribué aux réunions de recherche régionales du RPTS de DAWN. Leurs noms ainsi que ceux des chercheurs sont en annexe.

Vivienne Taylor

Préface de la version française

Comme pour la version espagnole *Gobernabilidad y Mercado*, éditée et publiée en 2000, par REPEM (Uruguay), la traduction du titre a suscité quelques interrogations. Comment passer de l'anglicisme explicite du titre original significatif des idées débattues dans l'ouvrage à une formulation en français tout aussi pertinente? A propos de *Marketisation*, devait-on recourir aux termes "privatisation" ou "marchandisation"? "Marchandisation" a été finalement retenu, malgré l'avis contraire d'amies puristes. Le terme, en même temps que la problématique inédite qu'il introduit, fait son entrée dans le jargon actuel de la politique et de la mondialisation. Plusieurs titres s'affichent dans la littérature et la presse d'aujourd'hui : la marchandisation du monde ; la marchandisation de l'État ; la culture n'est pas une marchandise ; la marchandisation du sport, pour n'en citer que quelques-uns tirés au hasard. Susan George, protagoniste célèbre des débats de l'anti-mondialisation et vice-présidente d'Attac-France, publiait un article intitulé "La marchandisation du monde", dans un numéro hors série du *Nouvel Observateur* d'octobre 2001, intitulé "Indignations : les scandales de notre temps". Son origine américaine pouvait sans doute lui permettre plus de liberté et cette entorse à la langue de Ronsard.

L'équipe de DAWN réunit des chercheuses et activistes féministes venues d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine, du Pacifique et des Caraïbes. Elle dénonce, dans cet ouvrage dirigé par Vivienne Taylor, les contradictions des politiques, les fractures sociales et les exclusions de larges franges de populations, imposées par la restructuration du marché mondial. Toutes les activités humaines sont transformées en "marchandises",

pour reprendre une expression de Susan George. L'État lui-même est réorganisé et dérégulé par les politiques du marché dictées notamment par l'Organisation mondiale du commerce. Il n'échappe plus donc à la règle.

La globalisation, processus d'intégration des productions, n'est pas un phénomène récent, mais elle prend une ampleur nouvelle avec une mondialisation fondée sur la compétitivité. Les États les plus riches du monde et leurs institutions, convaincus des bienfaits de l'économie de marché, ont progressivement poussé les autres pays à ouvrir leurs frontières et libéraliser leurs économies. Leur détermination ne date pas des années 2000. C'est l'aboutissement d'un long processus politique qui a permis aux revenus de la dizaine de nations les plus industrialisées de la planète de croître à une rapidité jusque là inégalée. Certes quelques pays ont rompu, non sans mal et sans risques politiques multiples, le cercle vicieux de la pauvreté absolue, comme l'Inde, la Chine ou les "dragons" asiatiques. Pourtant les inégalités n'ont jamais été aussi aiguës, voire choquantes entre pays riches et pays pauvres. L'état des lieux de la globalisation souligne régulièrement la distance énorme qui sépare les plus nantis des plus démunis. Le Rapport sur le développement humain du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de 2001 indique que 2,4 milliards d'individus disposent de moins de 2\$ US par jour pour (sur)vivre. Les pays pauvres se sont endettés, avec des objectifs de croissance économique et des politiques qui, dans l'ensemble, n'ont pas donné les résultats escomptés. Le remboursement de la dette annihile aujourd'hui bien des efforts de développement. Les institutions de Bretton Woods, dont les programmes d'ajustement structurel des

années 1980-1990 ont été largement critiqués, encouragent les États et les pouvoirs politiques à privatiser à outrance tous les secteurs de leurs économies : ressources agricoles et minières, entreprises publiques dont les services satisfont les besoins de base des populations (eau, électricité et téléphone, éducation, santé) et bien d'autres secteurs tertiaires. Peu de liberté leur a été laissée de décider ou de choisir les formules les mieux adaptées à leurs contextes et besoins. De l'Indonésie à l'Argentine, des Philippines à l'Afrique du Sud, du Sénégal à la Barbade, des Îles du Pacifique à l'Uruguay, la globalisation a privatisé l'État à des degrés divers, aggravant la misère des communautés de base et celle des classes moyennes. Tenus de se soumettre aux diktats des règles de l'économie mondiale qui ont conduit à une paupérisation accrue de leurs populations, les hommes du pouvoir, sous peine de mise en crise et d'éjection de leur siège, en ont été réduits à de bien modestes politiques de réduction de la pauvreté, en lieu et place de stratégies hardies de développement. La "gouvernance" politique et économique est une autre expression développée par la science politique anglo-saxonne que boude la même discipline française. Le terme en est adopté ici, la gouvernance étant devenue un enjeu de taille du marché mondial. L'État, comme les diverses formes de pouvoir qui l'accompagnent, est soumis aux aléas du marché et fait l'objet de transactions. Il privatise et il est privatisé à son tour.

Au moment où s'achèvent le deuxième Sommet des militants de l'anti-globalisation tenu à Porto Alegre et le Forum de Davos déplacé à New York, le réquisitoire dressé par les premiers, à Porto Alegre, contre le capitalisme néo-libéral et ses multinationales a été impitoyable. A New York, au contraire, les chefs

des entreprises les plus florissantes du monde ont continué de célébrer le libre-échange et le profit, même si la préoccupation de la misère du monde a percé dans le discours de Colin Powell, le Secrétaire d'État américain et celui de Bill Gates, le magnat fortuné de l'informatique.

DAWN dresse ici une critique féministe de l'impact de la globalisation sur les sociétés et les économies du Sud et sur les femmes qui y vivent. L'analyse comparée d'expériences africaines, asiatiques, latino-américaines, caribéennes et océaniques dans le cadre de l'économie politique mondiale, analyse effectuée à partir de questionnements, réflexions et travaux communs dont les résultats ont été restitués lors d'ateliers régionaux et inter-régionaux, donne toute son originalité à l'exercice. Elle a permis à des femmes de diverses régions du Sud, 'coincées' entre l'État et le marché, de les interroger, de renforcer leur conviction d'une communauté de destin dans le cadre de la globalisation, de réfléchir sur le sens de leurs luttes et d'affirmer l'urgente nécessité de joindre leurs efforts pour plus d'égalité entre les sexes et une meilleure justice sociale.

Fatou Sow
Coordonnatrices de DAWN Afrique Francophone
Dakar, janvier 2002

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AAWORD	Association of African Women for Research and Development	Association des femmes africaines pour la recherche et le développement (AFARD)
AMFA	Agreement multi fiber	Accord multifibre restrictif
AIDS	Acquired Immune Deficiency Syndrome	Syndrome immunodéficientaire acquis(SIDA)
ANC	African National Congress	Congrès national africain (ANC)
APEC	Asia-Pacific Economic Co-operation	Coopération économique Asie-Pacifique
BWI	Bretton Woods Institutions	Institutions de Bretton woods
CAP	Common Agricultural Programme	Programme agricole commun
CBO	Community Based Organisation	Organisation communautaire de base
CEDAW	Convention for the Elimination of all forms of Discrimination Against Women	Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination contre les femmes
CGE	Commission for Gender Equality	Commission pour l'égalité des sexes
DAWN	Development Alternatives with Women for a New Era	Alternatives de développement avec les femmes pour une ère nouvelle
DC	Developed Countries	Pays développés
DSU	Dispute Settlement Understanding	Accord des règlements des différends
ECA	Economic Commission for Africa	Commission économique pour l'Afrique (CEA)
ECLA	Economic Commission of Latin America	Commission économique pour l'Amérique latine
EU	European Union	Européenne (UE)
FDI	Foreign Direct Investment	Investissement étranger direct (IED)

FTZ	Free Trade Zone	Zone de libre-échange	PRST	Political Restructuring	Restructuration politique and
GAD	Gender and Development	Genre et développement (GED)	SAP	Social Transformation et Structural Adjustment Programme	transformation sociale (RPTS) Programme d'ajustement structurel (PAS)
GATS	General Agreement on Trade and Services	Accord général sur le commerce des services	SEA	South East Asia	Asie du Sud-Est
GAIT	General Agreement on Trade and Tariffs	Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce	SEWA	Self Employed Women's Association	Association des femmes employées autonomes
GDP	Gross Domestic Product	Produit intérieur brut (PIB)	TNC	Trans-National Corporation	Corporation transnationale
GNP	Gross National Product	Produit national brut (PNB)	TRIMS	Trade Related Investment Measures	Mesures d'investissement relatives au commerce
HIV	Human Immune Deficiency	Virus de l'immuno- déficience	TRIPS	Trade Related Intellectual Property Rightsrelatifs	Droits de propriété intellectuelle au commerce (ADPIC)
IDA	International Development Aid	Aide internationale au développement (AID)	TWN	Third World Network	Réseau du Tiers monde
IFI	International Financial Institutions	Institutions financières internationales (IFI)	UN	United Nations	Organisation des Nations Unies (ONU)
IMF	International Monetary Fund	Fonds Monétaire International (FMI)	UNESCO	United Nations Educational, Scientific Cultural Organisation	Organisation des Nations pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)
MAI	Multilateral Agreement on Investment	Accord multilatéral sur les investissements (AMI)	UNFPA	United Nations Family Planning Agency	Fonds des Nations Unies pour les affaires en matière de population (FNUAP)
MFA	Multifibre Agreement	Accord multifibre	UNICEF	United Nations Children's fundpour l'enfance	Fonds des Nations Unies (UNICEF)
MIA	Multilateral Investments Agreement	Accord multilatéral d'investissements (AMI)	UR	Uruguay Round	Cycle d'Uruguay
MNC	Multi-national Corporation	Corporation multinationale	USA	United States of America	États-Unis d'Amérique
MNLF	Moro National Front Liberation	Moro de libération Front nationale	VAW	Violence Against Women	Violence contre les femmes
NAFTA	North America Free Trade Agreement	Accord de libre-échange d'Amérique du Nord	WAF	Women's Action Forum	Forum d'action des femmes
NGO	Non governmental Organisation	Organisation non gouvernementale (ONG)	WB	World Bank	Banque mondiale (BM)
NPA	National Plan of Action	Plan national d'action (PNA)	WHO	World Health Organisation	Organisation mondiale de la santé (OMS)
OAU	Organisation of African Unity africaine	Organisation de l'unité (OUA)	WID	Women in Development	Intégration des femmes au développement (IFD)
OECD	Organisation for Economic Co operation and Development(OCDE)	Organisation pour le commerce et le développement économique	WNC	Women's National Coalition	Coalition nationale des femmes (CNF)
PDS	Public Distribution System	Système de distribution publique (SPD)	WSSD	World Summit on Social Development	Sommet mondial sur le développement social (SMDS)
PO	People's Organisation	Organisation des peuples (OP)	WTO	World Trade Organisation	Organisation mondiale du commerce (OMC)

Chapitre 1

La marchandisation de la gouvernance

"La transition vers la démocratie est une histoire de l'exclusion des femmes. Ce qu'il faut c'est une nouvelle géographie pour donner de l'espace aux femmes. Ce nouvel espace que recherchent les femmes est un espace où il y a négociation entre ceux qui ont le pouvoir et ceux qui ne l'ont pas".¹

Introduction

DAWN a décidé de centrer son projet de recherche de l'année 1996 sur "La restructuration politique et la transformation sociale" (RPTS). La réflexion en cours de DAWN sur des cadres alternatifs² de développement et sur l'économie politique mondiale a mis en évidence les multiples impacts des transformations de l'ordre économique sur l'État et sa capacité à gouverner. Nous avons commencé notre recherche régionale et mondiale ainsi que l'analyse de la restructuration politique et de la transformation sociale, après les débats intenses et rigoureux qui nous ont menés jusqu'à la Conférence mondiale des femmes de Beijing et le Sommet mondial sur le développement social de Copenhague et même au-delà. Nous avons noté les tendances après la chute du bloc de l'Est : modification du paysage politique, montée des diverses formes de fondamentalismes, discrédit jeté sur le développement dirigé par l'État et montée de l'économie néo-libérale³. Nos engagements avec les femmes aux niveaux national et mondial ont révélé les contradictions et les fractures au sein des institutions mondiales et les manières dont ces contradictions et fractures ont affecté nos pays et nos régions.

Revendiquer nos marques

Nous avons dû revoir la manière dont nous sommes engagées au sein des Nations Unies et des autres systèmes internationaux de gouvernance. Nous avons surtout commencé à réfléchir sur les acquis des conférences des Nations Unies et à nous demander dans quelle mesure ces acquis faisaient la différence dans la vie des femmes.

Notre analyse de ces questions et des problèmes connexes a mis en évidence les acquis obtenus grâce à un engagement et un plaidoyer stratégique, notamment ceux obtenus par les mouvements féminins qui ont réussi à inscrire les droits des femmes dans les droits humains et à obtenir des garanties internationales qui nous permettent de demander des comptes à nos gouvernements. En analysant la situation, à Beijing et à Copenhague, DAWN s'est rendu compte que ces acquis se perdaient, car ils ne se traduisaient pas en changement concret au niveau local. Les tentatives pour étudier le déroulement des processus nationaux de restructuration politique et de transformation sociale et le niveau d'engagement respecté par les gouvernements nationaux, les institutions régionales et mondiales pour faire avancer l'égalité des femmes, ces tentatives furent essentielles (voir les dix engagements dans l'encadré 1). Comment traduire ces acquis, ces garanties sur le papier en changements réels, au niveau des relations sociales?

Parmi les accords fondamentaux auxquels sont arrivés les leaders du monde dans la Déclaration, * il y a dix engagements à :

- éradiquer la pauvreté absolue à une date butoir à fixer par chaque pays ;
- faire du plein emploi un objectif de base des politiques ;
- promouvoir l'intégration sociale sur la base du renforcement et de la protection des droits humains ;
- réaliser l'égalité et l'équité entre les femmes et les hommes ;
- accélérer le développement de l'Afrique et des pays les moins développés ;

- *augmenter les ressources allouées au développement social ;*
- *assurer que les programmes d'ajustement structurel intègrent des buts de développement social ;*
- *créer un environnement économique, politique, social, culturel et juridique qui permette aux populations de réaliser le développement social ;*
- *atteindre l'accès universel et équitable à l'éducation et aux soins ;*
- *renforcer la coopération pour le développement social par le biais des Nations Unies.*

Source : Sommet Mondial pour le développement Social
Déclaration de Copenhague et Programme d'Action
6-12 mars 1995, Nations Unies

Le chemin que nous avons parcouru "ne figurait sur aucune carte routière et n'avait que peu de repères pour nous guider"⁴, lorsque nous avons commencé à approfondir notre analyse sur les liens entre les processus de gouvernance régionaux, nationaux et mondiaux et à étudier comment ces processus conditionnent la vie des femmes pauvres du Sud. Nous avons alors pris conscience de la " nature double de notre engagement ". Nous avons dû nous situer comme force pertinente dans les différents forums et espaces aux niveaux mondial, régional et national et, en même temps, maintenir une certaine distance pour être sûres qu'en utilisant l'espace mondial, nous n'affaiblissions pas notre lutte pour l'égalité entre les sexes.

Nous avons alors commencé, au sein de DAWN, à nous interroger sur notre approche et sur nos objectifs stratégiques. Étions-nous réellement en train de voir comment nous engager dans un espace mondial qui élargit le cadre pour les droits de ceux qui en avaient été exclus ? Dans quelle mesure n'étions-nous pas en train de légitimer des inégalités existantes et des relations de pouvoir en nous engageant auprès des institutions mondiales de gouvernance ? S'engager, était-ce changer les choses de l'intérieur ou perpétuer ainsi le statu quo et la marginalisation des femmes, notamment des

femmes pauvres ? Ces questions nous ont permis de décider d'enraciner notre recherche et nos analyses dans les régions du Sud pour mieux analyser comment la gouvernance mondiale et notamment les accords internationaux élaborés dans les bureaux de l'Organisation mondiale du commerce avaient affecté la légitimité de l'État-nation.

Un terrain contesté

DAWN s'est rendu compte qu'il lui faudrait franchir un cap difficile, pénétrer un espace contesté (au sein de certaines organisations internationales) pour s'assurer que les perspectives sur la démocratie, la citoyenneté, la nationalité, la nature de l'État, la gouvernance mondiale, la mondialisation et la justice entre les sexes étaient entendues et prises en compte dans ces forums. Alors que de nouveaux espaces s'ouvraient pour un engagement critique, nous devions veiller à ce que le nôtre ne dilue pas nos objectifs de réseau féministe du Sud et ne nous mène à être cooptées.

Nous nous sommes demandé si les changements à l'échelle mondiale apportaient réellement des transformations sociales fondamentales au niveau où cela compte, en termes de relations sociales, de relations entre hommes et femmes, riches et pauvres et en termes de relations à d'autres niveaux de la société.

Le processus de recherche

En tant que réseau féministe du Sud, nous nous sommes engagées dans ce processus de recherche pour renforcer notre capacité d'engagement aux niveaux national, régional et mondial en remaniant les cadres analytiques qui influencent la restructuration politique. C'est ainsi que DAWN a constamment cherché à analyser et étudier, dans un processus collectif, les expériences exprimées par les féministes du Sud elles-mêmes.

Le processus de recherche a regroupé les perspectives de femmes chercheuses, d'activistes et de féministes d'Afrique, d'Amérique Latine, des Caraïbes, d'Iles du Pacifique, de l'Asie du Sud et du

Sud-Est, au cours de débats critiques et d'analyses collectives. Dans nos recherches et analyses, nous nous sommes efforcées de recentrer les débats sur la gouvernance et la politique d'un point de vue féministe et d'exprimer une vision d'une restructuration politique authentique afin de réussir la transformation sociale.

Cadrer le discours sur la gouvernance

Nous nous sommes rendu compte que nous devions examiner aussi bien le discours dominant sur la gouvernance que les raisons sous-jacentes sur la façon dont est construit et promu ce discours. En procédant ainsi, nous espérons mettre en évidence les contradictions et les hypothèses erronées d'un système qui est en train d'éroder la capacité des États à répondre aux besoins sociaux. DAWN a discuté du nouveau cadre qui a été utilisé dans la recherche et les analyses dans les régions et au cours des processus interrégionaux. Au cours du processus, nous avons commencé à remettre en cause la pratique dominante de la gouvernance et les idées de réformes politiques opposées au développement humain.

Pour changer le discours sur la gouvernance, nous avons étudié les processus aussi bien étatiques que non-étatiques - pour que nous puissions, à travers notre analyse, présenter une vision de la gouvernance et des transformations politiques et sociales différentes de celle des débats dominants ou sexistes. Le discours dominant sur ces questions est sexiste et conventionnel dans son approche et sa pensée ; il ne fait que renforcer la subordination des femmes dans les structures de pouvoir.

Le cadre en évolution

Durant des décennies de développement, le besoin de développement social a été lié à la croissance. En effet, certains théoriciens ont perçu le développement économique comme capable également de renforcer la mobilisation sociale et de répondre à l'exigence de participation politique. La tendance qui consiste à accrocher le libéralisme politique

de type occidental au libéralisme économique demeure une constante. Le type de transition que vivent de nombreux pays est source de préoccupation, bien au-delà de la simple considération sur la restructuration politique qui devrait précéder les réformes économiques et le développement. Ces préoccupations portent sur la capacité des États à créer un environnement politique qui assure la promotion des droits humains ainsi que la participation des femmes et à institutionnaliser l'égalité des sexes à des fins d'équité et de justice sociale.

Avec cela en toile de fond, cette période de mondialisation a posé certains dilemmes difficiles à résoudre aux États et à la société civile. Le premier est le dilemme de la croissance. Il y a, certes, le besoin de croissance économique, mais les conséquences de l'exploitation et de la dépendance créées par les forces des marchés nationaux et internationaux dans leur promotion d'une croissance non pérenne et porteuse de chômage sont insupportables.

En second lieu, se pose le dilemme du contrôle. Nous avons besoin d'orienter l'innovation technologique, mais nous fuyons le contrôle centralisé. D'un côté, il est clair que certains changements fondamentaux tels que la redistribution du pouvoir et des ressources ne se feront pas, à cause des divisions au sein de notre société. En même temps, le contrôle et la régulation des ressources économiques et sociales sont de plus en plus centralisés par des réseaux, des institutions et des mécanismes mondiaux. La souveraineté des nations en est affectée. Il n'y a, dans le système de marché, ni philosophie, ni système de valeur adéquat ou approprié pour redistribuer les ressources ou la richesse à ceux qui en ont besoin.

Enfin, nous sommes confrontés au dilemme du rôle du travail. Nos sociétés sont de moins en moins capables de fournir aux populations un nombre adéquat d'emplois corrects. La division du travail, au sein du foyer et de la société, a aussi un impact sur la production et

la reproduction. Ces dilemmes font partie de la crise à laquelle nous sommes confrontés. Pour promouvoir le développement social dans ce contexte, nous devons adopter des stratégies qui peuvent s'attaquer aux structures, aux systèmes et aux processus qui renforcent le sous-développement et la pauvreté. Il nous faut envisager des changements institutionnels et de politiques au niveau des gouvernements nationaux et de la gouvernance internationale.

L'impératif démocratique

Nos discussions ont mis en évidence le besoin de comprendre la gouvernance dans un contexte mondial qui prédétermine les relations internationales ainsi que l'interdépendance croissante des économies nationales. Nous avons analysé l'importance et le poids des divers types d'États : des démocraties pluralistes aux systèmes autoritaires. Le besoin de renouvellement démocratique et de transformation sociale constituait une préoccupation commune durant le processus. Les féministes ont insisté sur l'importance de développer une démocratie participative qui offre la possibilité d'une pleine citoyenneté sociale et d'intégration des exclus.

Nous avons aussi commencé à reformuler les constructions traditionnelles, telles que les États, les questions de souveraineté, d'identité politique, de sécurité, à partir d'une perspective féministe. Nous nous sommes demandé ce que signifiaient ces concepts et comment ils émergeaient, au quotidien, dans les processus de prise de décision. De plus, nous nous sommes rendu compte que nos expériences communes de changement du terrain contesté de la gouvernance et du pouvoir politique présentaient des points similaires. Ce terrain en évolution avec des acteurs divers nous conduisit-il à changer nos objectifs stratégiques? Ou utilisons-nous ce terrain pour consolider ce que nous voulons réaliser? Comment mobilisons-nous les différentes formes de pouvoir sur ces fronts multiples pour élargir l'espace de l'égalité des sexes et apporter la justice entre les sexes? Des féministes du Sud ont étudié les processus étatiques et non-étatiques qui donnent forme aux processus politiques et sociaux, dans le domaine de la

gouvernance. Dans le chapitre 2 de ce livre, des réponses sont données à certaines de ces questions et une analyse critique de l'État, de la politique et du pouvoir d'État est présentée ; on y démontre comment ces constructions conduisent à des réalités et des formations institutionnelles différentes.

Notre analyse en cours a conforté notre vision que les pays du Sud vivent des crises récurrentes dont les racines plongent, à la fois, dans des facteurs historiques et dans des crises contemporaines de gouvernance qui remettent en question la légitimité de l'État. L'impact de ces crises nous a obligés à examiner les accords politiques et économiques de pouvoir qui s'organisent aussi bien au Nord qu'au Sud, par le biais des institutions internationales et des mécanismes de gouvernance aux niveaux mondial, régional et national. Les conséquences sur les femmes sont multiples. Pour toutes ces raisons et bien d'autres, il a fallu étudier les objectifs des États visant les femmes et ce que signifient, pour elles, la notion et la pratique de la citoyenneté dans un contexte de déni permanent de leurs droits.

L'impératif d'efficacité

L'économie politique mondiale, la permanence des politiques macroéconomiques néo-libérales et la montée des fondamentalismes et d'autres formes de patriarcat arriéré qui émergent dans le contexte des "politiques identitaires" nous ont aussi amenés à questionner la rhétorique de la bonne gouvernance et de la restructuration politique. La gouvernance mantra des agences et des institutions internationales nouveaux mantra des agences et des institutions internationales alors que, parallèlement, le pouvoir des États et leur capacité à gouverner sont réorganisés pour ne plus servir l'intérêt général, mais pour créer une situation sécurisante pour les intérêts privés.

Le chapitre 3 fournit une analyse rigoureuse de l'impact de cette phase de la mondialisation sur l'État et sur les femmes. Ce qui est ressorti de notre analyse de l'État et de la gouvernance économique internationale, c'est que les fonctions de l'État ont été privatisées. Il ne s'agit pas seulement de la privatisation des biens de l'État, mais

du fait que les fonctions législatives et d'élaboration de politiques sont inspirées de l'extérieur et confiées, par contrat, à des consultants privés, généralement étrangers. Dans ce contexte de marchandisation de la gouvernance, que signifient la démocratie et la participation pour ceux qui détiennent les centres de pouvoir et pour ceux qui en sont exclus ?

Le marché a besoin de la protection de l'État pour promouvoir ses politiques économiques. Le revers de la médaille est que les organisations quasi étatiques telles que l'OMC, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International ne proposent qu'une "politique unique" pour les pays du Sud. Il s'agit de la privatisation des services et des facteurs essentiels de production. En même temps que la pauvreté et le chômage s'aiguissent, les services essentiels deviennent hors de portée pour les citoyens les plus pauvres. Il est si difficile pour les marginaux de prendre soin d'eux-mêmes qu'ils en sont réduits aux formes les plus dégradantes et les plus risquées de survie. Il en résulte inévitablement davantage de fragmentation et des conflits plus graves. Le débat international sur la gouvernance s'est résumé à la seule question de savoir quel type de gouvernement est nécessaire pour le marché mondial. L'accent est mis sur l'efficacité et l'engagement avec les forces du marché dans un environnement compétitif. Les gouvernements ont été détournés de leur responsabilité vis-à-vis de leurs citoyens afin de porter toute leur attention sur la sécurisation des investissements et des marchés étrangers. Dans la course qui s'ensuit pour ouvrir les marchés et promouvoir le commerce libre, les pays du Sud sont loin derrière.

Ces dynamiques ont poussé DAWN à rechercher des alternatives politiques qui puissent inverser la marginalisation des femmes. Au chapitre 4, des féministes ont étudié la relation entre processus étatiques et processus non-étatiques. Cette relation s'établit contre toute idée d'égalité des sexes et ignore jusqu'à quel point les gouvernements et toutes les institutions dans la société ont incorporé des objectifs de transformation sociale et d'égalité des sexes dans leurs politiques et pratiques. La marginalisation, la pauvreté accrue et les différentes

formes de violences auxquelles sont confrontées les femmes du Sud ont renforcé le besoin d'alternatives politiques (chapitre 4). En dépit de certains changements après les conférences des Nations Unies, la nature rampante du colonialisme, le patriarcat, l'ethnocentrisme, le racisme, le sexisme, le fondamentalisme et le nationalisme étroit continuent d'avoir un impact destructeur sur les femmes pauvres. Ces éléments sont relayés, à la fois, par les gouvernements et les sociétés transnationales dans des schémas culturels déterminés.

La crise de la distribution

On peut discuter du point jusqu'où le langage dominant des débats sur la gouvernance a infiltré celui de la transformation. Effectivement, il existe un courant qui dérange, car il fait de la bonne gouvernance un concept homogène, sans critiquer son impact sur la vie des femmes. Par ce biais, des forces dominantes projettent une image d'uniformité et d'objectif commun qui n'a rien à voir avec la réalité. Nous avons eu principalement, au fur et à mesure de nos débats, le souci constant de suivre la manière dont les gouvernements, les élites politiques et économiques accaparent le pouvoir d'État pour maintenir le statu quo et leurs propres intérêts matériels. Nous avons commencé à étudier les sphères politiques et sociales comme un terrain mouvant où les nombreuses revendications en compétition sur diverses formes de pouvoir et de ressources créent des accords et des compromis qui aboutissent à plus de fragmentations et de formes d'exclusion. Compte tenu des points de contestation et de la façon dont les femmes s'y situent, il était aussi important d'analyser le type de relations sociales et culturelles qui résultaient de l'économie politique et des inégalités vécues par les femmes aux niveaux personnel et social.

Nous avons réitéré l'idée selon laquelle les changements politiques en cours dans les contextes nationaux et régionaux pouvaient conduire à une transformation sociale qui renverserait l'équilibre du pouvoir et des forces en faveur des femmes et des exclus de la société. L'expérience et le discours des femmes ont montré que la transformation et le

développement humain ne sont pas systématiquement des objectifs de l'État.

Le chapitre 5 présente une analyse du mouvement féministe, des mouvements sociaux et de l'État. Les éléments clés relatifs à la distribution du pouvoir, des ressources et au dilemme permanent " faut-il travailler avec l'État ou rester en dehors ? " y sont débattus. Tout au long de notre recherche, nous avons lié le processus de reconstruction politique, non seulement à une compréhension approfondie de la nature de l'État et de ses instruments, mais aussi au besoin de transformation des relations et des processus dans et entre les gouvernements, les mondes des affaires et les organisations de la société civile. Nous avons essayé de donner un sens à nos sociétés et au contexte moderne dans lequel les changements s'opèrent à un rythme jamais égalé. Ceci nous a amené à remettre en question les modes orthodoxes d'analyse qui n'ont plus les instruments analytiques efficaces pour expliquer ce qui se passe à l'orée du 21^{ème} siècle.

L'engagement de DAWN à rechercher des alternatives qui servent les intérêts des exclus économiques et politiques et notamment ceux des femmes, a été renforcé au cours de ce projet. Nous avons implicitement reconnu, dans le cadre conceptuel sur la reconstruction politique, qu'il existait une corrélation entre processus économiques et processus politiques et que pouvoir économique et pouvoir politique se renforçaient mutuellement. De plus, même si les points d'affrontements et les acteurs diffèrent, les accords, les négociations et les confrontations qui s'y passent à divers moments historiques, contribuent aux multiples expériences d'oppression que vivent les femmes au sein du foyer, dans la communauté, aux niveaux régional, national et international.

Conclusion

Les expériences et les analyses des féministes dans le Sud ont confirmé notre point de vue que les institutions économiques mondiales guidées par les politiques néolibérales, ont libéré, dans les sphères sociale, économique et politique, de multiples forces et processus qui ont des implications profondes pour les femmes.⁵ Dans les chapitres qui suivent, la description de la marginalisation et de l'exclusion des femmes est intégrée dans celle de la violence continue, de la militarisation croissante des États, de la fragmentation grandissante de la pauvreté persistante et des inégalités creusées de manière constante. Même si nous savons que le système international est déterminé à poser ces aspects au cours de la revue des Nations Unies du Sommet Mondial sur le Développement Social, les expériences des femmes montrent qu'il existe un fossé entre la rhétorique et la réalité.

Notes

- 1 Aminata Diaw, 1999, Le pouvoir au masculin et au féminin. La production de l'exclusion, Communication à la Réunion de recherche du RPTS de DAWN Afrique, Le Cap, Afrique du Sud
- 2 Development, Crises, and Alternative Visions : Third World Women's Perspectives (traduit en français sous le titre : Femmes du Sud, autres voix pour le XXI^e siècle). Les auteurs, Gita Sen et Caren Grown, y expriment clairement les préoccupations et les points de vue des femmes pauvres. Challenging the Given, préparé pour le Sommet Mondial sur le développement social et Markers on the way : The DAWN Debates on Alternative Development par Gita Sen ont mis en évidence les complexités de l'économie politique mondiale et le besoin de revoir les institutions de la gouvernance mondiale.
- 3 Claire Slatter, 1999, Signposts to the Summit: Towards WSSD + 5
- 4 Gita Sen, 1995 : 4, Markers on the Way
Mantra : terme indien signifiant litanie
- 5 Mukerjee, 1998.



Vivienne Taylor a enseigné les politiques sociales, la planification du développement et le développement social, durant plusieurs années. Affiliée à l'ANC, mouvement de libération sud-africain, elle a œuvré pour la justice sociale et l'égalité entre les sexes dans son pays. Elle a été membre du Comité consultatif du Rapport sur le développement humain du PNUD, en 1997. Comme principal auteur et coordinatrice des Rapports sur le développement humain de l'Afrique du Sud (1998 et 2000), elle a étudié les liens entre l'économie politique et les transformations sociales en Afrique du Sud. Vivienne Taylor a écrit sur la planification du développement et les rapports sociaux entre les sexes pour le Secrétariat du Commonwealth et a largement publié sur ces questions. Elle est la directrice du SADEP, qu'elle a fondé et qui est actuellement basé à l'Université du Cap. Elle a été membre de la Commission sud-africaine sur l'égalité entre les sexes; elle est, aujourd'hui, conseillère spéciale du Ministre du Bien-être social.

"Le projet de DAWN sur la restructuration politique et la transformation sociale (RP & TS) cherche, entre autres choses, à faire la critique ou à contester les idées dominantes sur la 'gouvernance' ou sur la plate-forme politique issues du contexte politique de la globalisation économique et expose les dimensions politiques de la globalisation économique. Le projet offre une analyse féministe de rupture, tirée de l'expérience, de la vision et du savoir des féministes du Sud. Ces analyses couvrent les problèmes fondamentaux des systèmes et des pratiques existants et/ou réformés. La signification et la valeur pour les femmes des concepts de démocratie, de citoyenneté, de nationalité, de droits, de transparence, de participation politique, de représentation et responsabilité de l'État. DAWN cherche à articuler sa vision d'un processus authentique de restructuration politique pour réussir les transformations sociales nécessaires pour la réalisation d'un développement équitable et favorable à l'environnement".

Claire Slatter, Coordinatrice générale de DAWN
(Rapport de la région Afrique sur la restructuration politique et la transformation sociale (RP & TS) de DAWN)



ISBN : 2-7475-3098-1
18 €